

[Industries techniques]

Comment revaloriser la postproduction cinéma ?

Les techniciens du secteur viennent de publier un livre blanc détaillant 14 propositions destinées à pallier la dégradation des conditions d'exercice de leurs métiers. ■ PATRICE CARRÉ



La postproduction du son souffre d'une délocalisation.

Les 24 novembre et 15 décembre 2018, près de 260 monteurs, bruiteurs, mixeurs et directeurs de postproduction se réunissaient pour réfléchir et débattre du présent et de l'avenir de leurs métiers au cours de différents ateliers, suivis de moments de restitution. Ces états généraux s'inscrivaient dans la suite logique d'un certain nombre d'actions, à commencer par les mobilisations de mars 2017 et de janvier 2018, puis d'avril 2018. Depuis 2016, les techniciens du secteur réclament en effet une réévaluation de leurs minima sociaux, très inférieurs à ceux pratiqués sur les tournages, la postproduction du son souffrant aussi d'une délocalisation accrue. Les états généraux de cet hiver intervenaient à la suite d'un

travail statistique mené par les associations professionnelles, l'Association du son à l'image (Afsi), suivies de l'Association des artistes bruiteurs (Adab), l'Association des mixeurs (ADM) et Les Monteurs associés (LMA), à partir de l'envoi de questionnaires aux adhérents. Complété par un croisement avec des données chiffrées fournies par la Ficam et le CNC, ce travail a débouché sur un panorama exhaustif de la postproduction. Si chaque métier possède ses spécificités, certains constats communs les réunissent, comme la disparition du métier d'assistant, "la diminution des budgets, la compression des temps de travail, les incohérences de planning et le manque de communication entre les métiers". Une dégradation des conditions de travail qui

débouche sur un autre constat, l'industrialisation croissante des activités des uns et des autres, avec le développement de packages proposant la fourniture d'une postproduction clé en main.

Le 20 février, à la Bourse du travail, les quatre associations, rejointes par les directeurs de postproduction, présentaient la synthèse de ces états généraux, rédigée sous la forme d'un livre blanc se déclinant en 14 chapitres et autant de propositions (consultable sur <https://livre-blanc.monteursassocies.com>). Parmi celles-ci, figure notamment "que soit établi pour chaque film un budget autonome pour la postproduction", "que le chef monteur puisse être présent à toutes les étapes de fabrication du film", "que le montage son soit considéré à sa juste valeur", "de mettre fin à l'isolement du bruiteur" ou encore la demande de "la réduction des délocalisations de la postproduction son". Les associations espèrent à présent l'ouverture d'une période de dialogue afin de trouver "des solutions pouvant faire consensus auprès de tous les acteurs de la postproduction". Elles souhaitent notamment reprendre les discussions avec les syndicats de producteurs, sur la base de ce texte "de bon sens et de consensus". Mais aucun calendrier n'a encore été arrêté à ce jour. ❖